

Avignon, le 1^{er} juillet 2011.

CTPD DU 28/03/2011: PERFORMANCE, PERFORMANCE, EST-CE QU'ON A UNE GUEULE DE PERFORMANCE ?

Au terme de la déclaration liminaire que nous avons lue au début de cette réunion, nous redoutions de participer une fois de plus à un dialogue de sourds entre les représentants du personnel et ceux de l'administration. Nous aurions aimé nous tromper. Malheureusement, notre crainte s'est, une fois de plus, vérifiée. Nous avons parfois l'impression de ne pas parler le même langage. Certes, la forme n'est pas tout mais les mots ont leur importance. Le fait de nommer désormais notre ancien rapport d'activité « rapport de performance » en dit long sur le type d'administration qu'on nous propose. Ces cinquante pages de statistiques tendent à démontrer que globalement, tous les objectifs sont dépassés. Pour autant, tout va-t-il pour le mieux dans notre direction ? Pour le président de séance, il ne s'agit que d'une photo à un instant donné. Si c'est le cas, la CGT ne doit pas avoir le même appareil. Car sur notre cliché à nous, ce ne sont que postes au bord de l'asphyxie, collègues à bout de forces et missions en péril. Bien sûr, nous ne pouvions évoquer ce sujet sans aborder celui de l'emploi. Nous tenons à le faire systématiquement en réunion paritaire même en sachant que la direction se défait sur des décisions venues d'en haut. Car pour la CGT, les suppressions de postes sont LE problème numéro un et entraîne tous les autres. Juste un exemple: en décembre 2009, la direction justifiait en partie les suppressions d'emplois dans les conservations des hypothèques par la baisse de l'activité dans l'immobilier. Cette année, elle explique les mauvais chiffres des CH par la reprise du marché immobilier. Mais, évidemment, pas un de ces messieurs n'a pensé à créer le moindre emploi dans ces services!

La demande de fermeture au public le vendredi de la trésorerie de Sorgues s'inscrit dans le même contexte. Personne ne souhaite, et surtout pas la CGT, une restriction de l'accès au service public. Mais dans ce poste il devient impossible pour les agents de concilier la gestion et la réception sans y laisser leur santé. Le refus de la direction d'accéder à cette demande est donc inacceptable. Le "monsieur NON" d'en face en appelant aux enjeux de service public que réclame une commune comme Sorgues, nous l'avons enjoint à donner des moyens conformes à ces enjeux.

La CGT a voté contre la proposition de l'administration ainsi que l'USSTS et FO.

Nous étions ensuite invités à faire un point sur l'amélioration des conditions de vie au travail dans le Vaucluse. Cet intitulé nous pose un problème car pour la CGT, elles ne se sont PAS améliorées. Même si nous prenons acte de progrès en matière d'hygiène et sécurité (ACMO départemental, DUERP,...), les mesurette mises en avant par la direction (qu'ils ont tout de même réussi à faire tenir sur quatre pages!) ne font pas réellement avancer les choses. Nous avons du mal à percevoir en quoi la création de cadres A dans les SIP, les transformations immobilières consécutives aux réformes de structures ou le développement

de partenariats avec des "organismes extérieurs" améliorent concrètement nos conditions de travail.

L'instauration d'un "tableau de veille social" paraît bien dérisoire face aux récents et dramatiques événements dans notre administration. Il paraît que les cadres du département ont été sensibilisés au problème des conditions de vie au travail. Il faut croire que cela n'est pas redescendu jusqu'à la base. Nous en voulons pour preuve la note sur les précautions à prendre en matière de saisie sur ordinateur, promise par le directeur lors d'une réunion sur le "DUERP". Ne voyant rien venir sur ce sujet crucial, la CGT a pris l'initiative d'en concocter une et de la faire circuler. Ça, c'est du concret!

Comme d'habitude, nous avons évoqué le calendrier des divers travaux et déménagements. Nous surveillerons les opérations concernant le SIE Avignon Ouest. La direction ne nous semble pas tout à fait "franche du collier" sur ce dossier. Cela nous a tout de même permis d'apprendre que célèbre "couloir de la mort" a été rebaptisé "passage du porche", ça change tout!

Pour la trésorerie de Carpentras, la centrale a, pour le moment, refusé l'opération immobilière. Elle a également estimée prématurée la création du SIP à Pertuis. A suivre...

Puis vint la présentation, repoussée de CTP en CTP (car la CGT est pénible, elle préfère parler des problèmes d'emploi et de conditions de travail!), du déploiement des "organigrammes fonctionnels" et du "contrôle fiscal dans les règles de l'art". Nous ne ferons pas long sur ces deux sujets. Sur le premier, nous n'avons pas très bien compris à quoi tout cela pouvait bien servir. La parité administrative n'a pas réussi, malgré tous ses efforts et l'aide des représentants de Force ouvrière, à nous convaincre que ce machin n'a aucun lien avec les suppressions d'emploi. Elle ne nous a pas plus convaincu que "RIALTO-investigations" est autre chose que ce que les agents concernés soupçonnent, c'est à dire un instrument supplémentaire très contraignant de flicage des vérificateurs. La CGT a dénoncé l'absence totale de transparence sur ce dossier et obtenu que le module soit présenté à l'ensemble des agents en septembre.

Au titre des questions diverses, la CGT a demandé au président de séance, ci-devant directeur départemental des finances publiques, des explications sur les conséquences pour le réseau comptable et fiscal de la réforme territoriale. C'est un sujet fondamental et inquiétant sur lequel nous aurons l'occasion de revenir prochainement. Pour résumer à l'extrême, le département va être découpé en sept groupements de communes qui dessineront sa future architecture administrative. Un grand nombre de syndicats (eau, électricité,...) vont être supprimés ou fusionnés avec des conséquences inévitables sur la gestion publique. Le président n'a pas nié son implication dans ce processus puisqu'une partie de la direction travaille déjà activement sur ce dossier en collaboration avec le préfet qui a la haute main sur ce projet. Le fonctionnement et l'existence même du réseau sont mis en cause par ce schéma. C'est pourquoi la CGT sera particulièrement vigilante sur ce sujet.

Nous avons également, une fois de plus, interpellé l'administration sur les retards de remboursements des frais de déplacement: La direction a promis de les régler au cas par cas.

De même, nous avons tiré la sonnette d'alarme face à la situation de la cantine associative de Cavaillon que les lenteurs de Chorus et le peu d'empressement de la direction mettent régulièrement au bord de la cessation de paiement.

Cette journée fût longue, fastidieuse et frustrante, mais n'a pas entamé d'un iota la détermination de la CGT à combattre au quotidien la politique antisociale de la DGFIP relayée complaisamment par la DDFIP de Vaucluse.